

ILC AFRICA 2019

Forum foncier et Assemblée régionale des membres

Rapport

Introduction

Le Forum foncier et l'Assemblée régionale pour l'Afrique se sont tenus à Abidjan (Côte d'Ivoire) du 21 au 24 novembre 2019 sur le thème :

**Renforcement du secteur foncier en Afrique :
Comment la transparence de la gouvernance foncière peut soutenir les efforts de développement**

Ce thème a permis aux membres de la plateforme Afrique et aux partenaires de discuter et de générer des recommandations politiques spécifiques pour influencer les processus de politique foncière du continent.



**Construction de plate-
forme
Droits fonciers des
femmes
Protection des terres
communautaires
Données
MSP**

Le Forum et l'Assemblée ont offert un espace de débat aux membres et aux acteurs de la terre, tout en développant des idées autour de questions pertinentes pour le continent. En outre, l'événement de cette année a offert un espace pour construire des innovations et apprendre des approches axées sur l'action qui peuvent apporter des changements sur le terrain. Des innovations concernant la création de plateformes, les droits fonciers des femmes, la protection des terres communautaires et les données ont été prises en compte.

L'événement avait pour articulations des forums sur la justice des genres, les droits fonciers des femmes ainsi que la protection des terres des communautés et des féministes. Un forum de haut niveau sur les Plateformes multi-acteurs (MSP), les Partenariats multi-acteurs (MAP) et une formation sur les données foncières pour les MSP des pays francophones étaient également au menu. Les réunions ont porté sur les progrès réalisés par ILC Afrique au cours des dernières années, ses priorités stratégiques. Elles ont en outre développé des idées sur la façon d'appliquer les leçons tirées de ses expériences.

Les approches varient d'un continent à l'autre, certes ; néanmoins, tous les membres et partenaires de l'ILC semblent s'appuyer sur une volonté commune. Les principes de la justice des genres restent un engagement central de la Coalition, même si les membres reconnaissent que leurs actions n'ont pas toujours remis en cause les processus discriminatoires. La Coalition a profité de cet événement pour s'interroger sur la manière dont elle travaille à l'élimination des inégalités. Elle a ainsi identifié les femmes et les droits fonciers communautaires comme une meilleure méthode pour traiter certaines des injustices sous-jacentes qui se produisent au niveau local. Par cette approche, les membres et les

partenaires de l'ILC veulent continuer à traduire leurs engagements en actions concrètes pour une Afrique plus juste et plus équitable, où la gouvernance foncière s'inspire de ces principes.

Le thème identifié pour le Forum foncier africain 2019 s'inscrit dans le cadre des efforts de lutte du continent contre la corruption. Un événement sur cette thématique s'est tenu juste avant la Conférence sur la politique foncière en Afrique (CLPA) dont le thème 2019 est axé sur la lutte contre la corruption sur le continent.

La contribution que l'ILC Afrique veut apporter aux efforts de développement sur le continent est axée sur la formulation de recommandations spécifiques qui permettent d'élaborer des politiques foncières futures conformes à l'agenda de l'Union africaine. L'ILC Afrique vise à offrir sa plate-forme comme un incubateur d'idées sur des questions pertinentes pour le continent et un espace pour susciter l'innovation autour de plates-formes multi-acteurs. Plus précisément, une communauté de pratique sera lancée pour que chacun puisse renforcer ses capacités ; la mise en œuvre d'une charte des femmes sera soutenue et des solutions viables pour renforcer les droits des communautés seront identifiées, tout en renforçant les capacités des plateformes de l'ILC à l'aide des outils LANDex.

Il s'agit là d'un programme ambitieux et riche pour un avenir radieux sur la plate-forme continentale.

Objectifs spécifiques

Plates-formes multipartites. Approfondir les échanges entre les praticiens concernés et les institutions d'appui stratégique travaillant à la formation et au renforcement des plateformes multi-acteurs (MSP) au niveau national sur la gouvernance foncière et des ressources naturelles ;

Communauté de pratique. Lancer une communauté de pratique ouverte à tous les facilitateurs et praticiens du MSP / MAP afin d'accroître les capacités de transformation des plateformes nationales et de constituer une base de données probantes partagée sur les défis, les leçons et les résultats ;

Charte de la justice des genres. Soutenir la mise en œuvre de la Charte africaine de l'égalité des sexes en matière de justice sur le continent en renforçant les compétences de tous les membres pour qu'ils appliquent les principes d'égalité des sexes en matière de justice dans leur travail ;

Droits fonciers communautaires. Identifier des solutions réalisables pour renforcer les droits fonciers communautaires et contribuer à rendre plus justes les lois et politiques foncières nationales et régionales ;

Responsabilité. Fournir un espace pour les plateformes dirigées par les membres de l'ILC pour discuter de la manière de promouvoir la responsabilité dans la gouvernance foncière ;

LANDex. Renforcer les capacités des plateformes soutenues par l'ILC dans les pays francophones de la Stratégie nationale d'engagement en matière de suivi et d'évaluation en utilisant l'outil LANDex ;

Partager et apprendre. Fournir un espace pour que les membres puissent partager et apprendre les uns des autres ;

La gouvernance de l'ILC. Statuez sur les questions liées à la gouvernance de l'ILC.

Table des matières

INTRODUCTION	1
REUNION DES PARTENAIRES DU CRDI	5
DEFIS & OPPORTUNITES COMMUNS A TOUS LES PAYS	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
PRINCIPAUX DEFIS	6
OPPORTUNITES	8
Focus SUR LA DYNAMIQUE COMMUNAUTAIRE	9
STRATEGIES	9
QUESTIONS\DEFIS	12
PLEINS FEUX SUR LES OUTILS DE SECURISATION DE LA TENURE FONCIERE ET INTENSIFICATION DES EFFORTS	ERROR!
BOOKMARK NOT DEFINED.	
STRATEGIES	13
DEFIS	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
STRATEGIES DE SENSIBILISATION DU PUBLIC	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
STRATEGIES DE REFORMES POLITIQUES ET RECOMMANDATIONS	15
QUESTIONS LIEES AUX CONFLITS ET A L'INSECURITE GENERALE	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
IDEES SUR LA VOIE A SUIVRE	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
RECOMMANDATIONS DE NOUVEAUX SUJETS DE DISCUSSION POUR LE PROCHAIN PROGRAMME DE TRAVAIL	17
DROIT FONCIER COMMUNAUTAIRE ET TRANSPARENCE	20
OPPORTUNITES :	21
DEFIS :	21
DONNEES FONCIERES ET TRANSPARENCE POUR LA COMMUNAUTE	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
DROITS FONCIERS DES FEMMES	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
PLATE-FORME MONDIALE POUR LES DROITS FONCIERS DES FEMMES	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
STRATEGIE DE FINANCEMENT – APPEL AUX MEMBRES DE L'ILC	24
STRATEGIE DE LA PLATEFORME DES DROITS FONCIERS DES FEMMES	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
EXEMPLES ET LECONS TIREES DES MEMBRES DE L'ILC SUR LES DROITS FONCIERS DES FEMMES	26
FORUM SUR LA JUSTICE DES GENRES	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
PLATES-FORMES & PARTENARIATS MULTI-ACTEURS	30
COMMUNAUTE DE PRATIQUES MONDIALES	30
RECOMMANDATIONS DE LA PLATE-FORME MULTI-ACTEURS	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
ASSEMBLEE GENERALE DE L'ILC AFRIQUE	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
TABLE-RONDE SUR LES PRINCIPAUX DEFIS ET REALISATIONS DE 2019 (PLATES-FORMES PAYS)	37
NOUVEAUX OUTILS DU MODELE OPERATIONNEL DE L'ILC ET ELABORATION DE STRATEGIES DE TRANSFORMATION	ERROR!
BOOKMARK NOT DEFINED.	
STRATEGIE DE L'ILC AU-DELA DE 2021	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
PRESENTATION DE LA PLATE-FORME FEMINISTE	40
DECLARATION D'ABIDJAN	40

Réunion des partenaires du CRDI

21 novembre 2019

Suite au lancement en 2017 du processus de recherche [sur l'utilisation de la recherche-action pour améliorer la gouvernance et les droits fonciers des communautés, des femmes et des groupes vulnérables](#), les partenaires du CRDI se sont réunis pour partager leurs conclusions. Les projets menés dans six (6) pays d'Afrique subsaharienne (Cameroun, Kenya, Mali, Nigeria, Sénégal et Sierra Leone) visaient à trouver des solutions permettant aux collectivités, aux femmes et aux groupes vulnérables de revendiquer des droits fonciers, de gérer les terres et les ressources naturelles, de négocier des ententes équitables et de contester des décisions, des lois et des politiques injustes.

S'appuyant sur des travaux antérieurs, les projets de recherche visent à fournir des preuves plus solides sur deux fronts :

- Identifier ce qui fonctionne pour protéger les communautés, les femmes et les groupes vulnérables face aux acquisitions à grande échelle ou aux menaces pesant sur les terres communautaires ; et
- Contribuer à rendre les lois et les politiques nationales et régionales plus justes.

Au cours de cet échange d'une journée, le groupe de partenaires a partagé les conclusions émergentes et a élaboré une stratégie sur les possibilités d'utiliser ces résultats pour alimenter l'engagement politique national et régional.

Défis et opportunités communs à tous les pays

En introduisant leur étude de cas, un premier groupe a présenté les contextes et les principales dynamiques qu'ils ont rencontrés, ce qui a permis de dresser un tableau des défis et des opportunités communs à tous les pays.

Principaux défis

La dégradation de l'environnement. La dégradation des sols est plus importante lorsque les communautés ne sont pas impliquées dans les processus. Les entreprises ont la responsabilité sociale de restaurer les terres, mais leur mise en œuvre des principes convenus s'avère souvent déficiente.

Confiscation du processus et du pouvoir par les dirigeants locaux et les chefs de villages. Les communautés ne bénéficient généralement pas des informations adéquates et utiles. De plus, lorsque l'information est effectivement transmise, elle parvient en grande partie aux dirigeants et/ou aux membres masculins.

Faible application des règles, des lois et des politiques. Quand bien même les lois existent, elles ne sont pas respectées / appliquées. Les intérêts de l'État restent régulièrement au sommet de la hiérarchie, ce qui provoque parfois de grands conflits.

Faible sensibilisation des membres de la communauté à leurs droits. Pour de nombreux pays de la région, les systèmes coutumiers de règlement des conflits et de droits fonciers, souvent partagés par une tradition orale, ne sont pas officiellement reconnus dans le système juridique national. Cependant, de nouvelles tendances - comme au Mali - visent à reconnaître les droits fonciers coutumiers. Ce processus permet une sensibilisation accrue, ce qui permet de mieux faire connaître les processus fonciers aux communautés.

Accaparement des ressources qui chevauchent des espaces couplé d'une faible ou aucune reconnaissance des droits des communautés, et le désir de l'État d'exploiter les ressources naturelles pour des gains à court terme par le biais d'accords avec des investisseurs. Dans un pays comme le Cameroun, le chevauchement fréquent des concessions foncières des conflits fonciers sans fin. Avec l'augmentation des concessions de pour la sylviculture, l'agro-industrie l'exploitation minière, il reste peu place pour les communautés.

Participation non transformatrice femmes. Le changement de la dynamique du pouvoir dans les communautés qui limitent l'accès femmes à la terre reste un défi central. Certaines initiatives - comme un système de quotas visant garantir un seuil minimum de participation des femmes - risquent créer un plafond dans la réalité,

comme l'illustre le cas du Sénégal. De plus, l'accès collectif a été discuté comme étant une alternative qui exclut souvent les femmes les plus vulnérables. En effet, les expériences montrent que ce sont les mêmes femmes qui occupent déjà des postes de pouvoir ou d'influence qui accèdent à la terre, au détriment des autres.

S'il est facile d'accroître la représentation des femmes dans les conseils municipaux, par le biais de quotas ou d'autres mesures, leur présence physique ne garantit pas une participation effective au processus. Le principal défi pour les femmes reste leur accès au leadership et à la gouvernance.

La jeunesse. Les discussions ont montré que les jeunes sont laissés de côté à un point tel qu'ils ne s'intéressent plus à l'agriculture. L'inclusion des jeunes par le biais de formations et en leur permettant de s'asseoir à la table est considérée comme cruciale pour qu'ils restent actifs au sein de la communauté.

Participation des femmes

Une participation significative des femmes ne se limite pas à une présence numérique :

La sélection des femmes doit se faire de manière démocratique, notamment pour faire entendre la voix des femmes les plus défavorisées (pasteurs, migrants, femmes âgées, etc.).

Les femmes devraient être informées de leurs rôles et responsabilités dans le système.

Dans le cas contraire, il devient difficile pour les femmes de participer de manière significative.

créé

l'État
et
de

des

des

à

de

Accès des jeunes à la terre

Il n'y a pas de réponse facile au renforcement de l'accès des jeunes à la terre.

Tout en tenant compte de leur hétérogénéité (sexe, état civil, stade du cycle de vie, etc.), il devient nécessaire d'examiner les stratégies potentielles pour renforcer les institutions locales et les organisations de jeunesse, encourager les activités non agricoles, donner des incitations économiques ciblées, sensibiliser les jeunes et soutenir le dialogue politique.

Rapidité des investissements et résistance aux réformes. Dans les régions où les concessions foncières sont de plus en plus nombreuses, avec la pénurie des terres qui en résulte, comme l'illustre l'équipe du Cameroun, les terres communautaires risquent d'être affectées à des projets d'investissement à un rythme bien plus rapide que ne peuvent le faire les processus de réforme foncière et les stratégies de défense des droits des populations concernées.

Opportunités

Soutien aux droits fonciers communautaires : renforcement et sensibilisation de la communauté, rédaction de lois et soutien par des assistants juridiques. Lorsque les communautés sont habilitées, elles sont en mesure de mieux protéger leurs terres. Avec leur collaboration, des règlements ont été élaborés pour les communautés du Kenya, leur offrant des règles documentées sur la manière de guider

l'utilisation, la gestion et l'enregistrement de leurs terres. Ce processus a accru la participation des jeunes et des femmes, créant un changement d'attitude et conduisant à un leadership partagé.

Terres communales

Les terres communales fournissent des ressources importantes aux populations locales qui n'ont pas toujours accès à des terres individuelles, en particulier aux éleveurs, aux sans-terres et aux femmes.

Si elles revêtent une importance particulière pour les groupes les plus pauvres et les plus vulnérables, les terres utilisées et gérées en commun ainsi que les ressources communes restent marginalement prises en compte dans les réformes foncières existantes.

Au Nigeria, par exemple, des études sur les droits fonciers communautaires ont documenté une approche que les communautés ont utilisée pour créer stratégiquement une « commission locale d'attribution des terres ». Un document est actuellement en cours de délibération, ce qui constitue en soi une étape importante.

Négociations avec les entreprises (cela aide-t-il vraiment / est-ce vraiment

possible ?). Des études ont montré qu'il est essentiel de donner aux communautés les moyens de communiquer et de négocier avec les investisseurs dans un contexte d'asymétrie de l'information. Lorsque les communautés sont responsabilisées en amont, elles sont en mesure de se protéger. Dans la vidéo "Lifting a Curse", Namati Sierra Leone a présenté un exemple inspirant de communauté capable de demander réparation lorsqu'un investisseur ne remplit pas les conditions d'un accord foncier. Dans ce cas, la communauté a obtenu une décision de justice contre les sociétés d'investissement qui a conduit à la restauration des terres saisies ou concédées et à l'indemnisation des dommages subis par la population. Même lorsque des lois existent, elles peuvent être rejetées dans certains contextes, non respectées ou appliquées dans d'autres. La formation des membres de la communauté à leurs droits et à des techniques supplémentaires pour s'engager auprès des investisseurs aura un impact positif sur la résolution des litiges en matière de justice. Un autre exemple du Cameroun a montré comment un dialogue s'est mis en place entre une communauté et une entreprise, remodelant l'équilibre des pouvoirs. Dans ce cas, alors que l'entreprise a accepté un objectif de déforestation zéro, la communauté a gagné la possibilité d'utiliser une partie des terres.

Les plates-formes et comités communautaires permettent l'autonomisation. Au Nigeria, certaines communautés se sont réunies et se sont organisées pour créer une surveillance communautaire des forêts, décrite comme « collaborative et conflictuelle ». Les médias nigériens sont très actifs et se sont impliqués dans la présentation de cas d'appropriation de terres. Cela a conduit à la convocation des entreprises au parlement pour qu'elles s'expliquent. Cela a donné l'occasion aux femmes et aux communautés d'être entendues par le parlement, ce qui leur a permis de discuter des droits et des salaires des travailleurs.

Focus sur la dynamique communautaire

Stratégies pour améliorer les droits, la participation et la voix des femmes et des minorités au niveau communautaire

Les participants ont partagé les leçons actuelles et passées, et ont réfléchi à la question suivante : *Quelles stratégies ont fonctionné dans le travail avec les communautés ? Qu'est-ce qui les a catalysées ? Les ont soutenues ? Qu'est-ce que cela a signifié concrètement pour les membres des communautés ? Quels sont les principaux défis à relever ? Qu'auriez-vous fait différemment ? Qui parle au nom de qui, et pourquoi ? Quelles sont les stratégies permettant de s'assurer que les femmes, les hommes et les jeunes sont des leaders et des agents de changement positifs ? Quels sont les outils et les stratégies de recherche que vous utilisez pour recueillir les expériences ?*

Stratégies

Quota et accès collectif. Très souvent, l'expérience a montré qu'un quota obligatoire devient un "plafond" plutôt qu'un seuil minimum ou un "plancher" pour les femmes. Les mesures d'accompagnement sont importantes, sinon les femmes n'ont pas ce qu'il faut pour exploiter la terre et doivent en tout cas céder une grande partie de la terre aux hommes.

L'accès communautaire à la terre doit tenir compte des élites féminines par rapport aux plus exclus. La dynamique du pouvoir entre les femmes ajoute aux inégalités entre les sexes. Au Sénégal, par exemple, le leadership féminin est très discuté, mais il y a très peu de femmes en position de pouvoir. Lorsqu'elles occupent ces postes, le pouvoir a tendance à se concentrer dans un petit groupe de femmes. Les stratégies sont conçues pour travailler avec ces femmes, mais aussi pour atteindre les femmes les plus vulnérables. La dynamique des genres autour de la terre s'étend aux relations de pouvoir cruciales entre les femmes.

Comités fonciers de femmes avec des alliés et un comité directeur national : plaidoyer au niveau national, dialogues entre les femmes leaders et les chefs coutumiers. Que dit la coutume ? (Chevauchement entre la religion et les règles politiques). Au Cameroun, des efforts ont été faits pour mettre en place un comité de pilotage national, permettant un dialogue multipartite. Les droits fonciers des femmes ne peuvent être améliorés sans promouvoir l'inclusion des femmes dans la gouvernance. Des actions de sensibilisation peuvent être menées aux niveaux local et national, et les agences internationales peuvent aider à amener les autorités à légiférer sur les droits des femmes. Au Sénégal,

les comités locaux constituent des cadres de consultation locaux au niveau communautaire, où la plupart des femmes sont élues.

Formation et renforcement des capacités en matière de droits des femmes. Lorsque des femmes sont désignées pour faire partie d'un comité, un soutien supplémentaire en matière de capacités peut contribuer à garantir qu'elles sont bien préparées à l'avance et qu'elles connaissent leurs droits. Les groupes de travail composés uniquement de femmes, sans la présence des dirigeants, constituent une autre stratégie - comme une Assemblée générale des femmes, afin qu'elles puissent s'exprimer librement.

Impliquer tous les groupes/toutes les voix dans les débats (femmes, dirigeants, membres non autochtones). Il a été exprimé au cours de la session que dans la plupart des contextes de la région, le point de vue d'une femme ne peut être reconnu ou pris en compte que s'il est soutenu ou repris par un homme. Des stratégies visant à encourager ce type de soutien de la part des dirigeants, comme les nommer champions et les féliciter pour leur soutien aux points de vue des femmes membres, se sont avérées utiles.

Les plus grandes pressions/urgences sur les communautés : Les dirigeants sont-ils plus ouverts à l'inclusion des femmes ? Tout perdre contre l'inclusion des femmes. Une plus grande place est accordée aux femmes dans les situations d'urgence ou de menaces pour des communautés entières. Face au risque de tout perdre, les dirigeants reconnaissent la nécessité et sont prêts à accorder une plus grande place aux femmes, et à reconnaître les droits des femmes et des indigènes.

Stratégies pour engager les hommes (reconnaître le contexte culturel). La culture est encore en évolution et la tolérance est essentielle. Il faut être conscient du fait qu'il s'agit d'une question relativement nouvelle dans de nombreux contextes. Les alliances stratégiques multipartites dans chaque municipalité peuvent constituer une stratégie cruciale. Les 0061lliés de la communauté peuvent être des jeunes, des hommes, des chefs coutumiers et des élus.

Catalyser les autorités traditionnelles africaines en tant que forum pour aborder les droits fonciers des femmes au niveau continental. Il est également très utile de cibler les chefs traditionnels et de s'assurer qu'ils disposent d'un mécanisme structuré. Le Forum des autorités traditionnelles africaines comprend des femmes, et son édition 2020 approche. En discutant du forum et de son prochain engagement, les participants ont soulevé les questions suivantes : *Est-il possible d'utiliser ce forum pour demander aux chefs traditionnels de discuter de la manière de traiter l'accès aux droits fonciers ? Ou pour les forcer à discuter des questions d'engagement des femmes et des jeunes ?* La conclusion a été qu'il serait utile de monter un dossier et de faire des recommandations au forum.

Au Cameroun, des sessions de discussion entre les femmes et les chefs traditionnels ont été organisées. Pour éviter les confrontations, des personnes de différentes régions ont été amenées à la table, permettant ainsi des débats sur des principes plutôt que sur des cas spécifiques. Au cours de ces réunions, les chefs ont affirmé que l'autorité traditionnelle n'était pas contre les droits fonciers des femmes, puisque les coutumes protégeaient déjà les femmes. *Cependant, d'autres débats ont remis en question le contenu des dispositions culturelles et la manière dont elles protégeaient les droits fonciers des femmes.* Au Cameroun, par exemple, deux scénarios ont été identifiés. Le premier semble être un droit coutumier collectif très fort, où tout le monde est protégé sous le même parapluie. Le second est axé sur l'individualisation des droits fonciers avec une grande capacité de commercialisation. Dans ces

deux cas, les droits des femmes sont protégés différemment. Alors que le premier considère les femmes comme faisant partie de la communauté et que leur accès à la terre est assuré par des arrangements traditionnels, le second propose aux femmes de posséder des titres de propriété sur des terres qu'elles pourraient commercialiser.

Trouver le bon moment (par exemple, des forums informels et non publics) et cibler les voix clés. Parfois, il peut être décisif d'interrompre un instant la discussion afin de mettre fin à la chaleur. En dehors de l'arène, il devient plus facile d'identifier les voix clés et de commencer à discuter avec elles et à faire appel à leurs sens. Dans une mise en place formelle, cela peut être chaotique, et un sujet peut enflammer tout le forum - et l'occasion sera perdue.

Conditions d'engagement avec la communauté : participation égale des femmes à toutes les réunions. La demande d'une participation égale des femmes à toutes les réunions donne le ton et les attentes pour les réunions futures.

Séances générales ou discussions de groupe ciblées (par exemple, les jeunes, les femmes) et connaître la communauté pour assurer une participation significative et liste à suivre dans le temps. Les groupes de discussion où les femmes sont autorisées à s'asseoir seules donnent lieu à de grandes idées. Cette combinaison de réunions générales et de groupes de discussion permet de favoriser la participation des femmes et de leur permettre de proposer les meilleures idées. Par exemple, Namati (Sierra Leone) a montré que lors d'une activité de brainstorming, la meilleure idée sur ce qu'il faut faire avec les fonds de compensation environnementale disponibles est venue de groupes de femmes.

Sinon, les voix dominantes suppriment toutes les voix alternatives. En Sierra Leone, où cette stratégie a été adoptée, il est devenu évident que lorsque le gouvernement est représenté lors des discussions sur les questions de gouvernance foncière, les voix de tous les autres acteurs seront supprimées.

Séances générales : femmes en tête et ordre d'intervention (hommes, femmes, jeunes) : Dans une tentative réussie de réduire les déséquilibres concernant les possibilités de prise de parole dans un groupe, l'équipe de Sierra Leone a tenté avec succès d'introduire une nouvelle règle : les participants doivent suivre le cycle de parole d'un homme, d'une femme, d'un jeune - répéter. Cela impose un mélange de voix en modifiant la dynamique régulière des réunions, ce qui facilite la participation des femmes.

Le calendrier des réunions est crucial pour que tous les membres de la communauté puissent y assister (pas les jours de chasse, de jardinage, etc.). Lorsque le calendrier communautaire fait l'objet d'une attention appropriée, la tenue d'une réunion au bon moment garantit une large participation de tous les acteurs de la communauté.

Rétrocession de la gestion aux communautés. Pourquoi ne pas permettre aux communautés de développer leurs propres règles, dans leurs propres espaces pratiques ? Au lieu d'aller quelque part avec des fonctionnaires qui pourraient avoir leur propre agenda, il est suggéré de permettre que l'élaboration des règles se fasse au niveau communautaire, en utilisant un processus démocratique.

Engagement/négociation avec les chefs coutumiers (et aborder/comprendre leur crainte de perdre le contrôle/le statut de pouvoir). Comprendre que les anciens peuvent craindre de perdre leur contrôle dans une communauté suggère la nécessité d'adopter une stratégie qui les inclut. Il est possible d'introduire et de gérer le changement tout en veillant à ce que les personnes qui détiennent l'autorité

comprennent leur rôle dans la gouvernance. L'identification précoce des problèmes potentiels et le partenariat avec les alliés sont essentiels.

S'inspirer des lois et politiques nationales : l'égalité entre les sexes. Profiter du pouvoir de la loi, de ce qui est déjà une exigence ou de ce qui est déjà légiféré offre une base concrète sur laquelle s'appuyer pour s'étendre.

Évitez les débats entre les partisans et les adversaires des droits fonciers des femmes. L'importance de ne pas faire des débats une situation de concurrence a été soulignée ; pas de discours "pour ou contre" sur les droits fonciers des femmes. Créer des "camps" risque de générer des résistances. Il est essentiel de rassembler les groupes.

Questions\défis

- *Comment faire participer les femmes de manière significative à la prise de décision ? Tout en gardant à l'esprit que les hommes peuvent ne pas être impliqués dans des processus tels que les investissements.*
- *Comment saisir l'évolution des règles coutumières et ce que dit la coutume ?*
- *Comment aborder la dimension intergénérationnelle et les questions d'héritage ?*
- *Comment échelonner et maintenir les interventions ?*
- *Comment s'assurer que nous traitons les différentes catégories/situations sociales et économiques des femmes ?*
- *Comment se concentrer sur les droits collectifs et les droits des femmes, avec les risques de privatisation en toile de fond ?*

Pleins feux sur les outils de sécurisation de la tenure foncière et intensification des efforts

Les participants ont partagé les leçons actuelles et passées, tout en réfléchissant aux questions suivantes : *Quels sont les stratégies et les outils qui ont permis d'aider les membres des communautés à obtenir une plus grande sécurisation des terres : (i) les droits formels et des processus juridiques, et (ii) les processus informels ? (iii) les échanges avec le gouvernement, (iv) les acteurs de la communauté, et (v) les acteurs/investisseurs privés ? Quelles sont les limites de ces stratégies face au pouvoir ou à d'autres dynamiques ? Comment les surmonter ? Comment les stratégies se combinent-elles utilement avec d'autres stratégies d'engagement, de participation et de plaidoyer ?*

Stratégies

Modèle communautaire de protection des terres : les rôles de soutien des assistants juridiques sont transférés aux mobilisateurs communautaires, afin de travailler avec les membres de la communauté par le biais d'un processus de cartographie et de réduire les coûts. L'objectif de la cartographie est d'accroître la sécurité d'occupation mais une cartographie de tous les villages ne sera pas possible (trop coûteuse et trop longue) sans des stratégies permettant d'augmenter les résultats, par exemple, ce qui équivaut à cartographier environ 100 villages à la fois.

Comment y parvenir sans toucher à la méthodologie ? Comment faire baisser les coûts de la cartographie tout en veillant à ce que l'exercice de cartographie reste précis ? Comment rester réaliste ? Serait-il possible de regrouper les communautés au lieu d'y aller une par une ? Étant donné que les parajuristes ne sont pas suffisants et ne peuvent pas couvrir un pays entier, serait-il possible de confier la responsabilité aux membres des communautés plutôt qu'aux parajuristes ?

L'équipe en Sierra Leone expérimente actuellement différents modèles ou versions « light touch » de protection des terres communautaires pour répondre à ces questions fondamentales ou aux compromis potentiels concernant l'échelle. L'exercice suggère qu'il pourrait y avoir une version plus légère de l'approche, sacrifiant certains aspects de la méthodologie, sans la compromettre. Par exemple, l'équipe évalue actuellement si les membres de la communauté pourraient être formés pour procéder eux-mêmes à l'exercice de cartographie, même si une assistance à distance serait toujours disponible.

Kits de cartographie pour les communautés. Les participants ont discuté du fait que souvent, les gouvernements n'ont pas les moyens de leurs ambitions. Cependant, ils souhaitent savoir quel territoire relève de leur compétence. L'équipe du Mali a fait la démonstration d'une méthodologie de cartographie qu'elle a testée, où les villages peuvent bénéficier des ressources des mairies grâce aux outils GPS. Les villages cartographiés peuvent donc conduire à la cartographie des communes, un produit dont le gouvernement peut bénéficier et qu'il peut approuver. Cet exercice de cartographie mené par la communauté peut donc être utilisé par celle-ci pour se protéger de l'intérieur.

La cartographie comme condition préalable pour tout investissement. Plutôt que d'essayer de cartographier tous les villages et toutes les communautés (ce qui s'avère souvent une entreprise impossible), la délégation camerounaise a suggéré que les États pourraient imposer aux entreprises de réaliser et/ou de soutenir la cartographie participative avec les populations touchées. Un nouvel investisseur aurait l'obligation de cartographier l'espace et aucun droit ne serait abandonné sans cette cartographie participative.

Cartographier ou ne pas cartographier. Pour que la cartographie soit une solution, elle doit garantir que les droits existants sont clairement définis, reconnus et que les droits qu'ils décrivent sont respectés. Dans le cas contraire, elle donne la possibilité aux personnes qui veulent s'emparer de la terre de la prendre. Les discussions sur la question de savoir s'il faut cartographier les droits fonciers collectifs ou individuels n'ont pas abouti à un consensus sur une approche.

Lorsque les titres individuels ne sont pas la réponse, il faut travailler sur la sécurité communautaire de manière plus générale. Si l'on affirme souvent que la sécurisation des terres par des titres fonciers individuels apporte automatiquement une sécurité d'investissement, les nombreux débats sur cette question illustrent à quel point cette équation est trop simplifiée et ne reflète pas suffisamment les réalités du terrain. Les opinions exprimées au cours de la session ont mis en évidence la complexité de la discussion qui se déroule dans une mosaïque de réalités, chacune étant associée à son contexte particulier et à l'option appropriée. Des évaluations et des études supplémentaires permettraient d'avoir un aperçu complet des réalités contrastées sur le terrain, et des approches appropriées à proposer aux communautés.

Retour aux règles traditionnelles concernant l'utilisation et l'accès aux terres collectives/communales (« espaces vitaux »). Certaines communautés ont choisi de demander des droits collectifs sur le territoire de leur village. Les terres collectives sont donc considérées comme la propriété du village et ne peuvent être vendues. Au cœur de ce dispositif, les familles conservent leurs terres et c'est dans ce contexte que sont abordées les questions des droits des femmes ou des autochtones. Au Mali, la notion d'« espace vital » a été inscrite dans la loi - et cette terre fait partie du territoire d'un village. Une inscription à la mairie donnera une légitimité aux cadastres. Cependant, un problème se pose lorsqu'on discute du nombre de membres de la communauté sur un seul titre.

Combinaison de droits individuels et collectifs. Dans les grands villages traditionnels, une combinaison de droits individuels et communautaires peut être une solution.

La nécessité d'un enregistrement pour étayer les demandes et la reconnaissance des titres demeure. Il est essentiel de travailler avec les fonctionnaires locaux et de s'assurer qu'ils disposent des capacités requises. Les titres doivent être soutenus par la légitimité et la capacité institutionnelle.

Les médias et la mobilisation sociale pour pousser les gouvernements à agir. Au Kenya, les communautés se sont rendues à Nairobi et ont été accompagnées par les médias. Elles se sont rendues au ministère des affaires foncières et tous leurs efforts ont été rendus publics. Cette action a forcé le ministère à se pencher sur les problèmes, et le gouvernement a mis en place un comité pour établir un registre au niveau local. Lorsque les communautés se présentent à leur gouvernement - et pas seulement avec le soutien d'organisations, on a fait valoir que les gouvernements ont tendance à réagir positivement.

Défis

Les défis doivent être considérés comme uniformes dans tous les contextes, compte tenu des différences culturelles et de leur compréhension de ce qu'est la sécurité des droits fonciers, en particulier entre les paysans et les pasteurs.

Même la cartographie n'est pas exempte de tout problème : *La cartographie sera-t-elle reconnue par les autres ?* Elle doit être reconnue et protégée. *Comment obtenir la légitimité et le respect des droits, quels qu'ils soient, tant par les systèmes coutumiers que modernes ?* La mise en relation des communautés avec le gouvernement peut apporter plus de sécurité.

Voici quelques-uns des principaux défis mis en évidence :

- Les entreprises/investisseurs ne veulent pas ajuster les cartes existantes ou redéfinir le territoire d'une zone, au cas où des détails inexacts auraient des conséquences sur les communautés ;
- La résolution des conflits avec les communautés peut être complexe et prendre du temps, et cela doit être fait avant la cartographie ;
- Le coût et le nombre de communautés impliquées (par exemple les géomètres) ainsi que la diversité des contextes auxquels nous devons nous adapter ;
- Les titres n'apportent pas nécessairement la sécurité : les entreprises ne peuvent pas non plus opérer là où les communautés n'ont pas de sécurité ;
- La décentralisation peut conduire à des concessions multiples qui se chevauchent ;
- Changer la dynamique du pouvoir pour éviter les abus de titres/cadastres et garantir la légitimité des titres ;
- Des cadres juridiques concurrents et conflictuels, par exemple dans les domaines de l'exploitation minière et de l'agriculture (droits de surface ou droits souterrains) ;

Stratégies de sensibilisation du public

Engagement des acteurs politiques et obstacles ; mobilisation de l'action collective des résidents pour un changement positif

Les participants ont partagé les leçons actuelles et passées, en réfléchissant aux questions suivantes : *Quelles sont les principales recommandations de réforme que vous voyez émerger de vos efforts de recherche ? Quelles sont les stratégies qui ont permis d'aboutir à des réformes ou à une action gouvernementale ? Quel a été le catalyseur ? Qui dirige ces efforts ? Qui est laissé de côté ? Comment essayez-vous de lier la recherche et l'action lorsque vous vous engagez avec des acteurs politiques ? Quels sont les défis qui restent à relever ? Comment pérenniser les succès dans le temps ?*

Stratégies de réforme politique et recommandations

Harmoniser les dispositions des processus de concession des lois parallèles touchant aux droits et à la compensation des terres (exploitation minière, utilisation et propriété des terres, foresterie, peuples indigènes, environnement...). Les lois minières et les lois forestières peuvent prévoir différents types de droits pour les communautés. Par exemple, au Cameroun, la compensation pour les terres forestières est attribuée aux communautés, tandis que la compensation prévue par la réglementation minière est attribuée au propriétaire coutumier de la terre, défini comme une personne exploitant la terre avant 1974. Non seulement cela crée une concurrence de revendications juridiques sur un même territoire, mais les compensations au titre de la réglementation minière excluent les jeunes ainsi que les terres collectives.

L'engagement positif au fil du temps crée des relations de confiance pour les processus de réforme politique. Stratégie de sécurité de la tenure : dans les projets pilotes, il faut s'assurer que le gouvernement est un partenaire (multisectoriel) dès le départ (par exemple, processus de cartographie, recherche, lancement des résultats). Les délégués ont souligné l'importance d'éviter la conception d'initiatives réservées aux OSC, mais plutôt d'inclure le gouvernement comme partenaire dès le départ. Par exemple, lorsque le gouvernement est impliqué dans la cartographie d'une zone, l'exercice devient en partie le sien, car il fait partie du processus, ce qui facilite grandement son approbation formelle et sa légitimation. Si l'on soutient que les gouvernements n'ont souvent pas la capacité d'entreprendre des réformes majeures, les inclure dès le début du processus offre un plus grand potentiel d'impact positif et durable.

Construisez des coalitions, ne le faites pas seul. Les communautés sont la partie la plus importante de l'équation. Il est recommandé de créer des coalitions avec des personnes partageant le même désir de soutenir des objectifs similaires, ce qui maximise les voix. Il est très important de ne pas oublier "les gens", car ils constituent la partie la plus importante de l'équation. Il est essentiel de s'assurer que les membres d'une communauté sont bien informés et impliqués.

Saisir les occasions qui se présentent (par exemple, les campagnes électorales). Les délégués ont illustré comment, dans un certain contexte, il est possible d'amener les membres de la communauté aux hommes politiques et d'interagir directement avec eux pour agir et avoir un impact. Par exemple, l'équipe de Sierra Leone a profité des prochaines élections pour préparer une pétition signée par 6000 personnes, suivie d'un match contre la capitale couvert par la télévision nationale. Étant donné l'urgence des problèmes dans le pays, l'équipe de Sierra Leone a saisi cette occasion pour approcher les partis en lice pour la présidence et a réussi à leur faire signer quelques engagements envers les communautés du pays. Une fois que l'un de ces politiciens est élu, la société civile peut souligner leur engagement antérieur et demander des actions.

Le représentant de la Sierra Leone a souligné que les opportunités ne se présentent pas trop souvent, mais qu'il est important de les reconnaître et de les saisir.

Mettre l'accent sur les obligations internationales et engager des partenaires de l'extérieur, par exemple les directives sur la tenure, les SDG et l'accord de Paris. Tous les pays et régions ont des contextes politiques particuliers et tout le monde ne s'accorde pas sur les définitions. Par conséquent, face à un défi particulier, quelle solution et quelle stratégie faut-il appliquer ? Dans ce contexte, il a été recommandé d'examiner les politiques internationales telles que les Directives volontaires pour une gouvernance responsable de la tenure des terres, des pêches et des forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale (Tenure Guidelines), les objectifs de développement durable (SDG) et l'accord de Paris. Cela permet de rappeler aux gouvernements ce à quoi ils se sont engagés.

Peser les risques/opportunités, les coûts-avantages des options politiques (emploi, sécurité alimentaire intérieure). Si les politiques permettent de vendre trop facilement les terres, on fait valoir que les communautés rurales seront forcées de migrer vers les villes, ce qui créera ou aggravera le problème de l'insécurité alimentaire. Lorsque les communautés rurales ne peuvent plus se nourrir ou nourrir la population nationale, y compris dans les villes, les sociétés s'engagent dans des cycles d'importation de denrées alimentaires, ce qui ajoute à leurs propres défis.

Questions liées aux conflits et à l'insécurité Générale

Comment opérer dans des conditions d'insécurité et de conflit armé ? Dans un pays comme le Mali où toutes les régions sont plongées dans la guerre, les communautés n'ont parfois pas d'autre choix que de collaborer avec les djihadistes armés très présents dans le pays. Le sujet étant très sensible, nécessitant du temps et de la réflexion, il a été décidé de poursuivre la discussion dans un autre cadre.

Comment pouvons-nous utiliser la situation de conflit et de guerre dans notre plaidoyer pour protéger les communautés les plus pauvres et les plus insécurisées ? Au Cameroun, par exemple, on affirme que les conflits ont lieu dans les régions les plus pauvres du pays où les communautés sont confrontées à l'insécurité mondiale. La discussion s'est terminée par cette question ouverte pour un examen plus approfondi : *Comment pouvons-nous utiliser et encadrer ce lien pour faire valoir qu'avec des droits fonciers mieux reconnus, la situation pourrait être meilleure pour l'ensemble de la communauté, et les conflits seraient moins présents ?*

Au cours du Forum foncier régional africain de l'ILC, le groupe a partagé ses perspectives et ses conclusions avec les membres de la coalition lors de séances plénières et de réunions en petits groupes. Plus précisément, les succès et les défis en matière de promotion des droits fonciers communautaires et d'intégration de la dimension de genre dans le secteur foncier ont été discutés avec les membres et les partenaires de la coalition.

Les membres et partenaires de l'ILC ont formulé les recommandations suivantes lors des sessions de l'Assemblée

La migration. Les migrations internes et internationales et leurs effets sur la dynamique et les droits des communautés nécessitent des discussions et des solutions plus approfondies. Dans un contexte généralisé où les déplacements internes se multiplient, *comment les droits fonciers communautaires peuvent-ils s'adapter à cette réalité ?*

Le changement climatique. Il devient évident que le régime foncier est au cœur de la lutte contre le changement climatique. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a récemment publié un rapport intitulé « Le changement climatique et les terres » qui démontre clairement que « le régime foncier est une dimension essentielle de toute discussion sur les interactions entre les terres et le climat ». Comment le discours sur la sécurisation du régime foncier en tant que facteur clé de la lutte contre le changement climatique pourrait-il être utilisé à l'avantage des communautés pour garantir leurs droits ?

Discussion sur les définitions. Les définitions constituent un défi majeur : Comment définissez-vous les "terres communautaires", les "droits communautaires" ?

L'accès aux autres ressources naturelles. Lorsque l'on parle de terres communautaires, de droits des pasteurs et de mobilité, il est essentiel de prendre également en considération le fait qu'il est lié au droit d'accès à l'eau et aux autres ressources naturelles. Comment pouvons-nous donner aux communautés les moyens de façonner leurs propres processus en fonction de leurs propres besoins et défis ?

Principales préoccupations et recommandations issues de l'échange du partenaire du CRDI :

Sensibiliser les acteurs aux droits coutumiers. Les processus de sensibilisation sont essentiels pour les droits coutumiers légalement reconnus.

Éliminer les contradictions législatives. Lorsque les droits fonciers se chevauchent dans les cadres législatifs nationaux, une révision et un alignement des lois différentes et contradictoires réduiraient considérablement les conflits sur les droits fonciers.

Améliorer la participation des femmes. La sélection des femmes devrait se faire de manière démocratique, notamment pour garantir que la voix des femmes les plus défavorisées soit entendue et réduire les risques de capture par l'élite.

Créer des espaces discursifs pour les femmes. Des espaces doivent être créés spécifiquement pour que les femmes locales puissent discuter entre elles et proposer des solutions, telles que des éléments de réglementation foncière, qui sont importantes pour elles en tant que femmes.

Imposer un ordre de parole et une liste de participants. L'introduction d'une règle imposant un ordre de parole d'un homme, d'une femme et d'un jeune impose un mélange de voix en modifiant la dynamique régulière des réunions.

Choisissez judicieusement le calendrier des réunions communautaires. Assurez-vous que le temps alloué à une réunion n'empiète pas sur les obligations des membres de la communauté, comme les journées de chasse ou de jardinage.

Cibler spécifiquement les femmes et les jeunes. Les femmes et les jeunes doivent être ciblés de manière plus systématique afin qu'ils soient à nouveau responsabilisés sur le plan juridique et politique.

Former et sensibiliser les femmes et les jeunes. Les femmes et les jeunes doivent être éduqués sur leurs rôles et responsabilités dans les systèmes - les hommes aussi.

Renforcer les communautés. Les communautés devraient être habilitées à mieux protéger leurs terres.

Permettre des négociations équitables avec les entreprises. Des communautés responsabilisées et formées sur leurs droits et leurs options peuvent rétablir un juste équilibre des pouvoirs et contribuer positivement aux négociations avec les entreprises.

Créer des alliances entre tous les membres d'une communauté. L'union des forces entre les chefs traditionnels et les membres d'une communauté, y compris les femmes et les jeunes, permet d'avoir une voix et un impact plus forts. Par exemple, les chefs peuvent être félicités pour leur soutien aux femmes par des cadeaux, nommés « champions » pour les glorifier et encourager ce comportement. Il est essentiel de s'assurer que les membres d'une communauté sont bien informés et impliqués.

Profitez de forums tels que le Forum des autorités traditionnelles africaines. La communauté des membres et des partenaires de l'ILC doit monter un dossier et formuler des recommandations au Forum ATA pour un engagement renforcé avec les femmes et les jeunes.

Choisissez le bon moment. Il peut parfois être décisif d'identifier un contexte moins formalisé pour discuter de questions plus sensibles.

Saisissez les fenêtres d'opportunité et profitez de la couverture médiatique. L'attention offerte par les transitions politiques et/ou les médias peut être décisive pour la conclusion d'un résultat positif.

Insister sur les obligations internationales et engager des partenaires de l'extérieur. Cela permet de rappeler aux gouvernements ce à quoi ils se sont engagés.

Protection des droits fonciers communautaires et transparence

22 novembre 2019

Les terres communautaires représentent le plus grand stock de terres en Afrique, mais la plupart d'entre elles ne sont pas enregistrées, ce qui crée des difficultés. La terre est la principale source de subsistance des communautés et doit être protégée. Lorsque les gouvernements souhaitent obtenir des investissements directs étrangers (IDE), des difficultés surgissent quant à la manière de s'engager et de négocier avec les communautés et les investisseurs dans une position d'égalité. *Quelles stratégies les communautés peuvent-elles utiliser lorsqu'elles négocient avec les investisseurs pour s'assurer que leurs terres sont sécurisées et que les investisseurs peuvent également bénéficier de leurs investissements ?*

1 - Les communautés doivent comprendre leurs droits légaux et être en mesure d'utiliser la loi pour protéger leurs intérêts. Il est essentiel de s'assurer que les promesses faites par les entreprises lors des négociations sont effectivement traduites dans le contrat d'investissement ; sinon l'entreprise peut faire valoir qu'elle ne respectera que le contenu de l'accord. Il faut apprendre aux communautés à comprendre les lois et à s'en servir pour défendre leurs biens. En outre, les contrats peuvent être renégociés - il est important de faire appel à des acteurs compétents pour exercer la pression nécessaire et conclure des accords équitables.

2 - La surveillance est très importante. Un outil produit par le CED (Cameroun) aide les communautés à suivre les opérations de l'entreprise à partir d'un ensemble de questions auxquelles les communautés peuvent répondre sur la base de tableaux de bord. Les médias peuvent également être impliqués en tant qu'outil de suivi car les entreprises n'aiment pas les informations publiées qui les discréditeraient.

3 - Les communautés peuvent être formées sur ce que sont leurs droits, et sur la manière de se mobiliser et de s'engager avec les médias. Ce processus pourrait obliger les entreprises à se rapprocher des communautés pour dialoguer. Les communautés doivent savoir qu'elles peuvent exercer leur droit de dire non à une invitation à rencontrer l'entreprise si on ne leur accorde pas un temps suffisant pour se préparer de manière adéquate. Une réunion avec une entreprise peut être utilisée comme un moyen de dire à une communauté qu'elle a été consultée, informée et qu'elle a participé.

Comment faire en sorte que les entreprises puissent être tenues responsables, qu'elles respectent ou non la loi ?

L'application de la loi est essentielle : NAMATI a présenté une approche solide dans le cadre de laquelle les communautés sont informées sur l'enregistrement des terres afin de s'assurer qu'elles comprennent bien le contexte.

Opportunités :

- Engagement en faveur de la participation et de l'inclusion ;
- La gouvernance et la responsabilité communautaires en tant qu'élément clé du cadre ;
- Gouvernance collective dans le cadre de la communauté, règlements et responsabilité en tant qu'éléments clés, en mettant l'accent sur la responsabilité au niveau local.

Défis :

- Exclusion de certains acteurs. Toutefois, il est possible que l'ouverture de voies de dialogue et de règlements crée des possibilités d'adhésion pour d'autres acteurs ayant un intérêt direct ;
- Déclin des limites des terres pastorales. Il existe des possibilités d'avoir des terres dans une autre communauté ;
- Réactivité de l'État ;
- Processus d'enregistrement. Un certain nombre de mesures peuvent décourager l'enregistrement à de nombreux niveaux. En outre, même si des processus d'enregistrement existent, des infrastructures adéquates sont nécessaires pour recevoir et traiter les demandes d'enregistrement.
- Reconnaissance des droits coutumiers. Il est important de reconnaître les droits coutumiers, et de ne pas les faire dépendre uniquement de l'enregistrement ;
- Importance des OSC informelles ;
- Durabilité du système. La durabilité du processus d'enregistrement des terres est un véritable défi.

Données foncières et transparence pour la Communauté
Formation LANDex pour les SEN et IBC d'Afrique francophone

21-22 novembre 2019

L'objectif de la formation était de transmettre des connaissances sur l'outil LANDex aux SEN et IBC francophones et autres partenaires.

L'outil favorise la démocratisation du contrôle de la gouvernance foncière. Il a été testé en Colombie, au Népal et au Sénégal.

Les indicateurs LANDex correspondent aux 10 objectifs/engagements de l'ILC, tout en tenant compte des perceptions, des impacts et des résultats.

A = niveau juridique

B = mise en œuvre

C = résultats

4 types de méthodologie : (i) Indicateurs basés sur les personnes ; (ii) Indicateurs basés sur les calculs ; (iii) Indicateurs basés sur les enquêtes ; et (iv) Indicateurs basés sur le crowdsourcing.

LANDex vise à promouvoir la prise de décision fondée sur des données probantes au niveau national au moyen de 33 indicateurs. Certains d'entre eux sont axés sur les personnes, tandis que d'autres sont basés sur des calculs utilisant des données provenant d'ensembles de données nationales et internationales.

LANDex a été conçu pour permettre aux membres de l'ILC de collecter et d'utiliser des données axées sur les personnes. Les indicateurs ont été définis dans le cadre d'un processus consultatif et reflètent les priorités des membres, tandis que les données sont collectées de manière participative et ancrées dans des plateformes multipartites existantes telles que la stratégie d'engagement national (SEN).

LANDex crée une plateforme pour les données centrées sur les personnes que les membres peuvent exploiter pour un plaidoyer basé sur des preuves.

La transparence est l'un des engagements de l'ILC (n°8). LANDex permet de contrôler la transparence en utilisant des indicateurs sur la corruption développés avec des partenaires. Il est donc possible de suivre et de créer des données sur la transparence et la corruption dans le secteur foncier.

L'outil permet également la création de données sur les cadres juridiques et la mise en œuvre de ces cadres. Grâce à cette création de données, tous peuvent contribuer à la transparence.

Qui peut utiliser LANDex ?

Il peut être utilisé comme un contributeur pour faire entendre notre voix et mettre en avant quelque chose qui se passe dans nos communautés (un problème ou une menace). Il peut également être utilisé pour accéder à des données sur la gouvernance des terres au niveau mondial. Ces données peuvent être exploitées pour renforcer la capacité à fonder les décisions sur des preuves. On espère que tous les types d'acteurs utiliseront LANDex, jusqu'au gouvernement et aux responsables des statistiques.

Au fur et à mesure que les contributions à ces données nationales se développent, on s'attend à ce que les gouvernements et les bureaux nationaux de statistiques utilisent cet outil et complètent leurs sources de données - qui proviennent pour la plupart de sources gouvernementales.

L'atelier d'Abidjan était une formation pour l'Afrique francophone dont l'objectif était de : i) présenter et former les participants, et ii) préparer la mise en œuvre de LANDex. Tous les pays présents avaient manifesté leur intérêt, la plupart d'entre eux étant disposés à mettre en œuvre LANDex en 2020.

Droits fonciers des femmes

22 novembre 2019

Plate-forme mondiale sur les droits fonciers des femmes

Initiative à base communautaire (IBC) 4 // Plate-forme Afrique 2019-2020

Dans sa stratégie 2016-2021, la CIT s'est engagée à donner une voix aux femmes. Dans le cadre de cet engagement, des initiatives ont été prises dans trois domaines. Il s'agit de la plateforme féministe, du mouvement du Kilimandjaro et de l'initiative "Gender Justice". Tous trois se concentrent sur la promotion des droits des femmes.

En Afrique, les trois domaines ont travaillé en symbiose pour créer une stratégie, sous une plateforme globale. [La plateforme sur les droits fonciers des femmes](#) est une initiative de femmes leaders qui s'efforce de lutter contre les inégalités et de créer des opportunités pour garantir les droits fonciers des femmes. WILDAF accueille la plateforme. Elle organisera, facilitera et assurera la mise en œuvre de l'IBC 4. Un facilitateur technique sera hébergé à WILDAF pour faire le lien avec le secrétariat de l'ILC.

Bien que les questions de terres et de transparence et les droits fonciers communautaires aient été au centre des échanges entre les membres de l'ILC durant la session, les principaux points de discussion sont les suivants :

- **Approche post-Kilimandjaro.** Suite à l'ascension symbolique du Mont Kilimandjaro par les femmes rurales en 2016, la Charte des revendications des femmes rurales a été élaborée et approuvée par la Commission de l'Union africaine. Les discussions ont mis en évidence les initiatives des femmes en matière de terres soutenues par l'ILC pour assurer l'adoption et la mise en œuvre de cette politique dans les pays de la région.
- **Comment utiliser des méthodes fondées sur la recherche pour soutenir les droits fonciers des femmes ?** Les débats ont révélé comment les projets de recherche permettent aux communautés, aux femmes et aux groupes vulnérables de revendiquer des droits fonciers.
- **Stratégie pour les droits fonciers des femmes africaines.** Les membres ont lancé la stratégie des droits fonciers des femmes africaines, un document qui rassemble les idées des initiatives et des plateformes soutenues par l'ILC.
- **Plaidoyer pour les droits fonciers des femmes sur le continent africain.** La Plateforme des femmes pour la terre a examiné comment les membres africains de l'ILC peuvent profiter de l'élan créé au niveau mondial avec la plateforme pour permettre l'égalité des sexes sur le continent.

Stratégie de financement– appel aux membres de l'ILC

Les défenseurs des droits fonciers sont le principal axe de travail qui sera mis en œuvre par la plateforme de gouvernance. La volonté politique de l'institution de donner aux membres le pouvoir de diriger l'agenda est un gain important sur lequel il faut s'appuyer. Une dynamique a été créée autour de [l'initiative du Kilimandjaro, des Objectifs de développement durable \(ODD\)](#) et de l'agenda 2063 de

l'Union africaine qui consiste à ne laisser personne derrière. Une prise de conscience importante est palpable, mais cela ne signifie pas que des ressources suffisantes sont consacrées à l'agenda des femmes.

En Afrique, les investissements fonciers continuent de croître, et la terre devient très importante pour les investisseurs à l'intérieur et à l'extérieur du continent. Cependant, dans le même temps, les investissements et les engagements pour financer les mouvements de femmes ralentissent.

Comme le prévoit le budget triennal, le montant de 1,6 million de dollars U.S. doit être collecté et ventilé comme suit :

- 30% fournis par les membres (en nature) et les partenaires ;
- 20% mis à disposition par l'ILC ;
- 50% à mobiliser, pour lesquels les membres de l'ILC sont appelés à participer.

Stratégie de la plate-forme des droits fonciers des femmes

Qu'est-ce qui devrait se passer exactement en Afrique ? En tant que membres de l'ILC, le nouveau modèle d'opérations a conduit à l'élaboration d'une nouvelle stratégie au sein de l'ILC axée sur la connexion, la mobilisation et l'influence.

La connexion. Les organisations de défense des droits fonciers des femmes se connecteront au niveau de la base en leur sein, aux niveaux national, sous-national, continental et international. Une base de données des organisations de défense des droits des femmes et de leurs alliés sera créée.

Les réunions des femmes de la base sont prévues comme suit sur une base annuelle : deux (2) réunions dans chaque pays, deux (2) réunions dans chaque sous-région, et une (1) réunion au niveau continental.

La mobilisation. Elle comprendra le partage des connaissances, l'autonomisation et l'acquisition de nouvelles compétences afin de veiller à ce que les femmes rurales - les leaders placés au cœur de la plate-forme - sont sensibilisées à la stratégie, à la construction d'alliances avec d'autres partenaires stratégiques et aux réformes foncières en cours pour autonomiser les femmes rurales et les organisations foncières. Une base de données sera mise en place pour renforcer la capacité des organisations de défense des droits fonciers des femmes en matière de production de données, créant ainsi un système de suivi et d'évaluation très solide. L'élaboration d'une stratégie de mobilisation des ressources est cruciale.

L'influence. Les acteurs influenceront les détenteurs de pouvoir des autorités visibles et invisibles. Il y aura une base de données et des efforts pour organiser un dialogue politique par le biais de plateformes décisionnelles régionales et mondiales. L'objectif est de s'assurer que Pékin +25 est influencé et que les investisseurs fonciers sont responsables.

Exemples et leçons tirées des membres de l'ILC sur les droits fonciers des femmes

Globalement, les membres ont observé qu'il reste difficile de concilier les droits fonciers communautaires - généralement associés à l'exclusion des droits des femmes à la terre et considérés par beaucoup comme inéquitables - avec les droits des femmes à la terre.

Au milieu de la recherche d'un équilibre entre l'individu et le collectif, et puisque les divisions socio-économiques existent même à l'intérieur d'une communauté, un travail au niveau de la communauté est nécessaire pour permettre la conversation sur des groupes spécifiques. Les droits des femmes consistent également à faire participer les hommes et les dirigeants de la communauté et à trouver les bons moments pour discuter avec eux. Dans le cadre des stratégies mises en place pour formaliser les droits de la communauté, les groupes élaborent des règlements par le biais de processus communautaires. Ces derniers permettent d'harmoniser et de concilier les coutumes traditionnelles avec les procédures légales formelles.

Les membres ont partagé les meilleures pratiques et les leçons suivantes apprises lors de sessions :

Droits fonciers des femmes et chefs traditionnels : l'expérience de la Women Land Rights Initiative (WLRI). Avec le soutien de l'ILC, il devient possible de créer un lien entre le travail sur le terrain et la défense des droits au niveau international. Sur la base des demandes des chefs traditionnels, une formation a été mise au point par la WLRI pour leur faire connaître les instruments législatifs pertinents. Si une certaine résistance aux droits des femmes est souvent interprétée à partir des discours et des actions des chefs traditionnels, une formation adéquate et le partage des connaissances leur permettent de mieux comprendre les politiques internationales et les meilleures pratiques ainsi que les lois nationales. Ce bagage de connaissances leur permet de disposer d'informations et d'arguments concrets, utiles lorsqu'ils discutent avec les personnes qui viennent les voir pour contester des traditions discriminatoires. Au cours des sessions de formation, les chefs traditionnels découvrent les possibilités offertes par les conventions internationales ; ce programme travaille sur le renforcement des capacités et la défense des droits.

La Women Land Rights for Inclusive Development and Growth in Africa (WIDGRA) a également présenté des réussites concrètes avec son projet de trois ans mis en œuvre dans huit (8) pays et qui s'achèvera en août 2020. Une extension est actuellement prévue. Avec l'objectif de garantir aux femmes l'accès et le contrôle de leurs ressources foncières, le projet souhaite également développer son angle spécifique sur les investissements fonciers à grande échelle et aspire à une plus grande participation des femmes dans la prise de décision pendant cette période de grand intérêt pour les investissements fonciers sur le continent. De plus, en abordant la question de la compensation, le projet met en place des outils pour s'assurer que les OSC sont reconnues comme faisant partie du processus.

L'une des principales réalisations du projet est certainement la [« Women Land Rights Score Card »](#), un outil simple que les communautés peuvent utiliser pour noter la manière dont les engagements continentaux sont mis en œuvre. Le projet a pu s'engager avec les parlementaires de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) sur l'égalité des sexes, l'investissement dans l'agriculture et la sécurité alimentaire afin de lever les obstacles à la réalisation d'une agriculture durable dans la région, tout en faisant valoir que la lutte contre les inégalités entre hommes et femmes est essentielle pour atteindre l'objectif « zéro famine ».

Le projet a élaboré un manuel de formation [sur l'engagement communautaire sensible au genre dans les investissements fonciers à grande échelle dans l'agriculture](#), qui a été un véritable succès. Il a également permis aux partenaires de s'engager, et l'engagement continental doit être poursuivi tout en ciblant les décideurs politiques.

Exemple de la RDC sur l'avancement des droits fonciers des femmes. Même si un pays comme la RDC a ratifié les conventions internationales sur les droits fonciers des femmes, la mise en œuvre de ce type d'instruments reste problématique. Il ressort de ce processus que les femmes rurales captent moins les informations partagées car les mécanismes de communication ne sont pas adaptés à leurs besoins. Ces femmes rurales se voient donc refuser la possibilité d'avoir des arguments solides pour défendre leurs droits. Le fait de cibler l'éducation comme un point d'entrée clé permet aux femmes de parler pour elles-mêmes et de défendre leur voix.

Leçons tirées des projets financés par le CRDI sur le rôle de la recherche participative dans La défense des droits fonciers des femmes en Afrique. L'une des solutions clés mises en évidence par cette

initiative de recherche est celle de l'« engagement ». S'engager dans des dialogues, des solutions, partager un calendrier et parvenir à changer les règles du jeu pour marcher vers la réalisation des droits fonciers des femmes. La négociation est clairement décrite comme une stratégie qui fonctionne. Cela est vrai non seulement avec les décideurs locaux, mais aussi avec les chefs traditionnels.

Les défis des projets financés par le CRDI. Il est apparu clairement tout au long de la recherche que l'augmentation du nombre de femmes dans les organes de décision est un véritable défi. *La question se pose alors : Le nombre de femmes est-il important en soi ou est-ce la capacité de ces femmes à provoquer une transformation qui devrait être prioritaire ? Que faut-il mettre en place pour pérenniser les changements mis en place ? Comment pouvons-nous assurer la pérennité de cet exercice ?* Les participants à la discussion ont conclu qu'aucune réponse ne devait être apportée à ces questions pour le moment.

La discussion est également générationnelle et doit tenir compte du fait que le terme « femmes » ne se réfère pas à une entité homogène. En effet, il est souvent reconnu que les mêmes femmes sont représentées. Les femmes comprennent des catégories très diverses, telles que les filles, urbaines et rurales, l'appartenance ethnique, la classe sociale et la caste. Il existe plusieurs perspectives d'exclusion. Ensuite, les questions deviennent : *Comment prendre en compte ces différences pour que toutes les femmes puissent bénéficier des avancées ? Comment renforcer les capacités des jeunes ? Comment les mettre à l'échelle ?*

Plaidoyer pour un investissement équitable entre les sexes dans l'agriculture : des initiatives audacieuses de la part des parlementaires. Cette initiative visait à promouvoir l'investissement responsable dans l'agriculture dans les communautés d'Afrique de l'Est. L'Institut international du développement durable (IIDD) a facilité le dialogue entre les parlementaires, la société civile et les acteurs de la recherche, grâce aux témoignages et aux faits de la population concernée. **East African Community Model Contract for Agribusiness: A Review of Individual Countries Laws and Regulations** a été rédigé comme un outil pour répondre aux questions relatives aux investissements fonciers à grande échelle.

Une première activité a été organisée au Rwanda en 2019 pour que les parlementaires se rencontrent et évaluent les politiques en place et les obstacles à leur mise en œuvre. Des formations sur les concepts clés ont été organisées ainsi que des visites de sites de coopératives permettant d'échanger avec les agriculteurs sur l'intégration des questions d'égalité des sexes. L'initiative sera reproduite dans cinq (5) pays pilotes : Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambie, Niger et Sierra Leone. Ce dialogue entre les parlementaires et les acteurs de la société civile, y compris les femmes, est censé déclencher une véritable transformation, en complément du rôle législatif des parlementaires nationaux.

La communauté ouest-africaine a plutôt ciblé la question de l'égalité des sexes dans l'investissement foncier. Avec l'appui de la CEDEAO, un réseau de parlementaires a été mis en place pour permettre un dialogue permanent entre la Commission de la CEDEAO, la société civile, les paysans et les femmes. Un groupe consultatif a été mis en place et hébergé par la CEDEAO, soutenu par OXFAM, la FAO et WILDAF en tant que groupe de consultation agissant comme facilitateur.

Points clés à garder à l'esprit :

La langue reste très importante. En discutant de cette question, les intervenants font référence aux « droits fonciers cohérents pour les femmes » et restent loin du concept limité d'« accès », ou utilisent « l'accès, le contrôle et le maintien ».

Engagement avec les parlementaires. L'engagement avec les parlementaires régionaux s'est avéré difficile pour de nombreux acteurs ; les personnes présentes dans la salle cherchent des conseils sur la manière d'initier un engagement fort, et prévoient de surfer sur le succès discuté par l'IIDD.

CRDI. Il a également été félicité pour sa présence ; les membres sont convaincus que l'utilisation de la recherche pour l'autonomisation des femmes rurales sera couronnée de succès. La question majeure qui continue à se poser est la suivante : Comment déplacer le pouvoir de la recherche pour que les communautés elles-mêmes soient au centre du processus de recherche ?

L'hétérogénéité des femmes. Enfin, la question du décryptage de l'homogénéité du concept de « femmes », et en particulier du besoin particulier des filles, a été hautement appréciée. En effet, les filles n'ont peut-être pas les mêmes préoccupations que les femmes plus âgées, et les stratégies devraient les cibler spécifiquement aussi. Il est recommandé de mener des recherches sur les jeunes filles.

FORUM SUR LA JUSTICE DES GENRES

23 novembre 2019

En 2014, les membres de la plateforme africaine de l'ILC ont signé une charte qui exprime [un engagement audacieux en faveur de la justice des genres](#). Les signataires se sont engagés à élaborer des plans d'action en consultation avec les autres membres de la plateforme, à mettre au point conjointement un système permettant de vérifier les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la charte et à apprendre les uns des autres sur les stratégies qui pourraient contribuer à la réalisation de l'égalité des sexes en matière de justice.

En tant que première et seule plateforme régionale à disposer d'une charte sur l'égalité des sexes en matière de justice, l'ILC Afrique a le potentiel pour montrer l'exemple. L'objectif de ce forum est de renouveler l'engagement et l'appropriation de la charte par le biais d'une session interactive. En outre, le premier audit sur le genre de l'ILC et le plan d'action qui en résulte pour 2019-2021 offrent aux membres la possibilité de s'impliquer dans la promotion de l'égalité des sexes en matière de justice au sein du réseau.

Cette session a exploré les concepts de genre pertinents, ainsi que le plan d'action de l'ILC sur le genre et les opportunités pour les membres. Les participants ont réfléchi à la Charte en tant qu'engagement commun de la plateforme Afrique, partageant les idées, les doutes, les craintes et les défis rencontrés

dans l'application de la justice de genre au travail des membres de l'ILC, et discutant de la façon de travailler ensemble pour transformer la coalition en assurant une attention à la justice de genre dans tous les domaines de travail de l'ILC.

Sur la base de certaines des questions posées par les organisateurs de la session, la salle a discuté des définitions et des idées à travers des échanges animés et controversés.

Plates-formes et partenariats multi-acteurs

Créer des synergies pour renforcer les partenariats multi-acteurs sur la gouvernance foncière en Afrique

23 novembre 2019

Deuxième forum sur la contribution des plates-formes multi-acteurs à la gouvernance foncière en Afrique

2019 a été une année charnière pour l'ILC, qui s'est engagée à repenser son approche pour soutenir le programme transformationnel des MSP au niveau national. Il s'agissait notamment de réfléchir aux principales caractéristiques d'une communauté de pratiques (CdP), comme moyen de renforcer l'efficacité et les impacts des MSP et d'identifier les points de levier pour influencer l'écosystème des MSP au niveau des pays. Les consultations sur la CdP avec les coordinateurs régionaux de l'ILC et les facilitateurs nationaux des MSP, ainsi qu'un atelier en personne des partenaires de la CdP qui s'est tenu en octobre 2019 à Rome ont abouti au Forum continental africain sur la contribution des plateformes multi-acteurs à la gouvernance foncière, à l'occasion de la troisième édition de la Conférence sur la politique foncière en Afrique (CLPA) qui s'est tenue à Abidjan en novembre 2019.

Ce deuxième Forum, organisé par l'ILC en collaboration avec Rights and Resources Initiative (RRI), Welthungerhilfe (WHH), Collaborating for Resilience (CoRE), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), a rassemblé environ 80 participants issus des institutions financières internationales et des agences de coopération au développement (Banque mondiale, Agence française de développement, praticiens du MSP, organisations internationales promouvant le MSP et donateurs qui financent les initiatives MSP.

Que pouvons-nous apprendre des expériences de pays tels que le Togo, l'Afrique du Sud, le Sénégal ou le Liberia, où les processus MSP sont soutenus par plus d'une organisation ? Comment les acteurs nationaux perçoivent-ils la synchronisation des différentes interventions ? Comment pouvons-nous renforcer davantage les synergies pour optimiser l'utilisation des ressources, accroître l'impact et éviter une surcharge des acteurs et des structures nationaux ?

Communauté de pratique mondiale

Renforcer les plates-formes multi-acteurs pour une gouvernance foncière centrée sur les personnes

La réunion de Rome en octobre 2019 a permis de partager plus largement l'idée d'une Communauté de pratiques (CdP), d'explorer les possibilités de collaboration et, plus spécifiquement, d'enrichir et d'affiner la vision qu'ILC avait développée conjointement avec Collaborating for Resilience.

Les partenaires ont convenu qu'il est réellement nécessaire d'apporter davantage de changements dans la gouvernance foncière. Une plate-forme multipartite serait un espace d'apprentissage et de renforcement des capacités pour tirer les leçons de l'expérience et promouvoir des preuves documentées. En s'appuyant sur les besoins et les expériences des praticiens qui sont au centre des plateformes multi-acteurs, la CdP favoriserait les échanges et le renforcement des capacités, servirait de "plaque tournante" pour partager les outils et les autres ressources pertinentes, et contribuerait à créer un environnement favorable à la planification de l'espace maritime au niveau national en s'engageant de manière importante dans les cercles politiques pertinents au niveau international. Des MSP renforcés pourront agir comme moteurs de changement dans les politiques et les pratiques sur le terrain.

Lors de la réunion de Rome, une première cartographie des efforts déployés par les différents acteurs pour renforcer le PSM a été entreprise. Sur la base de cette cartographie, l'ILC et le WHH ont dressé une liste commune des MSP soutenus (32 au total) comme première étape d'une cartographie analytique plus approfondie qui comprendra également les MSP soutenus par d'autres organisations, telles que la FAO et le Dialogue sur les forêts. En outre, un groupe de coordination de la CdP ouvert et léger comprenant WHH, CoRe et ILC a été établi.

Déjà avant la réunion de Rome, un certain nombre de lacunes, qui correspondent à des domaines de capacités clés, avaient été identifiées en consultation avec les facilitateurs du SEN ; à Abidjan, les besoins les plus urgents des praticiens ont été cartographiés en collaboration avec WHH. Ce dernier a révélé et confirmé à l'unanimité que les capacités clés suivantes seront prioritaires tout au long de 2020, tant virtuellement qu'en personne :

Engagement du secteur privé et gestion des conflits ; création d'alliances, suivi et évaluation et influence sur les politiques.

Appel à manifestation d'intérêt

Chaque membre de l'ILC, individuellement et institutionnellement, est une grande source d'expériences concernant l'efficacité de le MSP pour la gouvernance foncière.

Tous les partenaires de la CdP sont invités à contribuer au développement participatif de ressources centrées sur les praticiens pour une MSP efficace dans la gouvernance foncière.

Si vous êtes intéressé par la création de synergies au niveau national et par la participation aux groupes de travail dans ces deux domaines de

compétences, vous êtes invité à contacter le groupe de coordination de la CdP.

Recommandations de la plate-forme multi-acteurs

Les recommandations suivantes ont été tirées des discussions qui ont eu lieu au cours du Forum :

CRÉER DES SYNERGIES POUR RENFORCER LES PARTENARIATS MULTIPARTITES SUR LA GOUVERNANCE FONCIÈRE EN AFRIQUE

Deuxième forum sur la contribution des plates-formes multi-acteurs à la gouvernance foncière en Afrique

Hôtel NOVOTEL, Abidjan - 23 novembre 2019

Recommandations

À l'occasion du deuxième forum sur la contribution des plateformes multi-acteurs (MSP) à la gouvernance foncière en Afrique, qui s'est tenu à Abidjan en novembre 2019, les parties prenantes des MSP au sens large, y compris **les praticiens** et les **institutions d'appui stratégique** des MSP, se sont réunies pour réfléchir à la voie à suivre pour que la communauté des MSP au sens large puisse améliorer la coordination pour le renforcement des processus MSP au niveau des pays.

La recherche de plus grandes synergies et d'engagements harmonisés au niveau des pays permettra d'optimiser l'utilisation des ressources disponibles, d'accroître l'impact, d'éviter de surcharger les acteurs nationaux et de mettre à rude épreuve les structures institutionnelles fragiles.

Notre soutien à la formation et au renforcement du PSM est guidé par la conviction que de tels processus, s'ils sont soutenus de manière adéquate et cohérente, peuvent apporter une contribution significative aux processus de réforme de la gouvernance foncière, pris en charge, dirigés et défendus par les acteurs nationaux, tels que référencés dans les cadres politiques convenus au niveau international, tels que les VGGT, les ODD (pour les objectifs qui concernent les terres) et le Cadre et les lignes directrices pour la politique foncière en Afrique.

Nous reconnaissons les différences de mandats organisationnels ainsi que les conditions d'engagement au niveau national. Toutefois, sur la base d'une évaluation pratique des expériences de collaboration dans certains pays à l'occasion de ce Forum, nous avons élaboré une série de recommandations qui fournissent le terrain pour des synergies, une coordination et un impact plus forts.

Définitions

Praticiens : Ce sont des facilitateurs ou des coordinateurs de MSP au niveau national. En plus du réseau SEN de l'ILC qui couvre plus de 30 pays, il s'agit des coordinateurs de WHH Land for Life dans 4 pays, et des coordinateurs des groupes de travail FAO/VGGT dans environ 10 pays.

Les institutions d'appui stratégique comprennent les acteurs clés suivants :

Promoteurs : Il s'agit des institutions qui promeuvent activement le MSP en tant qu'approche de la gouvernance foncière centrée sur les personnes, de la mise en œuvre des VGGT et des F&G, et de la réalisation de la sécurité alimentaire. Il s'agit notamment de l'ILC, de la FAO, de WHH et de l'IGAD.

Partenaires en matière de capacités et de connaissances : Il s'agit d'institutions de recherche qui s'intéressent à la dynamique des MSP et au développement d'outils et de méthodologies, ainsi que de partenaires de renforcement des capacités, tels que IPAR ; IISD ; IIED ; ODI ; Columbia Center on Sustainable Investment, Université de Wageningen, Programme du CGIAR sur les politiques, les institutions et les marchés, le Programme mondial sur les terres, le Global Land Tool Network, l'Académie de la société civile, et MDF Training & Consultancy.

Partenaires ressources : Il s'agit d'organismes qui investissent généralement dans l'amélioration de la gouvernance foncière. Elles peuvent inclure une série de membres de la Plate-forme mondiale des donateurs pour le développement rural / gouvernance foncière.

Recommandations pour l'harmonisation du soutien aux processus MSP au niveau des pays :

1. Les promoteurs du MSP et les partenaires ressources doivent évaluer et cartographier de manière proactive les efforts en cours au niveau national pour former et/ou renforcer le MSP sur la gouvernance foncière, avant de lancer toute nouvelle initiative. Cela devrait conduire à la mise en place d'une base de données libre pour chaque pays qui clarifie qui fait quoi, où et comment.
2. Dans les pays où des efforts sont déjà en cours pour former ou respectivement renforcer un PSM sur la gouvernance foncière, les promoteurs, les partenaires ressources et les praticiens doivent poursuivre de manière proactive une coordination plus étroite et une complémentarité des efforts pour renforcer le PSM, y compris, mais sans s'y limiter, les actions concrètes suivantes :
 - 1.1. Élaborer des protocoles d'accord sur le renforcement de la MSP au niveau national, y compris des principes clés pour le soutien à la MSP, tels que l'inclusion et la transparence ; ces principes doivent prévoir la participation significative des représentants légitimes des communautés au dialogue politique à tous les niveaux, y compris tous les groupes d'intérêt concernés (tels que les femmes, les jeunes et les personnes handicapées) ;
 - 1.2. Utiliser les structures existantes du MSP au niveau national comme point d'entrée pour partager les informations sur les nouveaux programmes fonciers, les initiatives de recherche et les évaluations importantes ou stratégiques ;

- 1.3. Partager et échanger des informations sur les efforts déployés pour renforcer la planification de l'espace maritime et coordonner les activités de soutien (telles que le partage des programmes de formation et de renforcement des capacités pour les acteurs impliqués dans la planification de l'espace maritime ; le soutien à l'élaboration d'une stratégie de mobilisation des ressources de la planification de l'espace maritime qui favorise la durabilité ou le soutien au renforcement de la communication et de la sensibilisation de la planification de l'espace maritime) ;
- 1.4. Coordonner le soutien à l'élaboration et à la révision des stratégies, des feuilles de route et des plans de travail de la MSP, y compris les efforts visant à harmoniser les exigences et les formats de rapport ;
- 1.5. Convenir d'indicateurs et de cadres pour suivre les progrès et évaluer les effets obtenus par le MSP, tels que LANDex et Land Matrix ;
- 1.6. Utiliser la planification de l'espace maritime pour évaluer conjointement les possibilités d'étendre les meilleures pratiques aux niveaux national, sous-régional et régional et s'adresser collectivement à d'autres acteurs concernés afin d'élargir la base de participation, y compris la communication avec d'autres plateformes ;

Recommandations pour l'harmonisation de l'appui aux processus MSP au niveau international :

1. Créer une communauté mondiale d'apprentissage sur le MSP pour la gouvernance foncière en tant que mécanisme viable et efficace pour améliorer le partage d'informations, l'apprentissage et la programmation conjointe entre les partenaires techniques et les ressources, ce qui permettra de mieux comprendre et de soutenir l'écosystème du MSP au niveau national ; y compris l'élaboration de guides du MSP
2. Développer des protocoles de collaboration entre les promoteurs, ainsi qu'entre les promoteurs et les partenaires techniques au niveau international, et s'assurer que les protocoles existants pour la coordination au niveau des pays - tels que le "Code de conduite" du Groupe de travail des bailleurs de fonds mondiaux sur les terres - sont mis en œuvre ;
3. Les partenaires ressources doivent envisager la création d'un fonds commun pour le PSM afin de soutenir les processus de PSM au niveau national ;
4. Faciliter un engagement régional et international efficace afin de relier le PSM national aux programmes et initiatives pertinents au niveau international afin d'en intensifier la

mise en œuvre, tels que la campagne Land Rights Now, les initiatives à base communautaire (CBI) de l'ILC, le Réseau des institutions foncières africaines pour les droits communautaires (ALIN), le MSP régional de l'IGAD et le Centre africain pour la politique foncière (ALPC).

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'AFRIQUE DE L'ILC

24 novembre 2019

Les propos liminaires de l'Assemblée générale africaine ont mis l'accent sur la présence et la voix des femmes au sein de la Plate-forme africaine de l'ILC. Tout en célébrant la participation de 38% des femmes à l'Assemblée générale africaine de 2019, l'importance du droit des femmes et des hommes à vivre une vie sans violence, physique ou spirituelle, et une vie sans harcèlement sexuel a été soulignée. Les efforts déployés pour atteindre la parité à la prochaine assemblée sont salués.

Depuis l'Assemblée de 2018, la Plate-forme africaine de l'ILC teste un nouveau modèle opérationnel, qui place ses membres en première ligne et leur donne l'autonomie nécessaire pour trouver des réponses aux problèmes fonciers. Cette nouvelle orientation, malgré les multiples discussions sur la manière de l'utiliser, continue d'être un défi pour les équipes. C'est dans ce contexte que le comité de pilotage a travaillé en étroite collaboration avec les membres et l'unité de coordination régionale. La stabilité de l'équipe de coordination est cruciale pour relever les défis de la Plateforme Afrique. En ce qui concerne les orientations futures, il devient important pour les membres de commencer à réfléchir aux plans stratégiques de 2021.

Le Comité de pilotage de l'ILC Afrique a chargé les facilitateurs SEN de mettre en place le nouveau modèle de l'ILC ; et ils ont réussi. De plus, sur les 10 SEN actives en Afrique, 7 sont animées par des jeunes femmes.

Table ronde sur les principaux défis et réalisations de 2019 (plates-formes pays)

Les plateformes nationales ont partagé les résultats de leurs activités de 2019. Les principaux résultats que l'ILC entend mettre en œuvre et partager en tant que réseau et avec le vaste secteur foncier sont les suivants :

- **La jeunesse.** Bien que le réseau des jeunes bénéficie souvent d'une large représentation, leur rôle peut ne pas être reconnu officiellement dans les lois. La plateforme SEN peut soutenir la défense des intérêts des jeunes auprès des dirigeants et atteindre les jeunes partout dans le monde. (SEN Malawi)
- **Les droits collectifs.** Des ateliers de renforcement des capacités sur les droits communautaires et collectifs, auxquels sont invités des ministères et des représentants gouvernementaux de différents pays, permettent l'échange et la confrontation d'idées. (SEN Cameroun)
- **Opportunité politique.** À l'aube des élections présidentielles, une plateforme SEN bénéficiant d'une légitimité et d'une crédibilité populaires peut envoyer une convocation aux candidats pour qu'ils viennent présenter leur programme sur la question de la gouvernance foncière et sur les

questions foncières centrées sur la population. Cela permet de se réunir à nouveau avec le président élu ou son représentant et de poser des questions basées sur ses déclarations précédentes, pour lui rappeler les engagements pris en période électorale. Un mécanisme de suivi qui n'a pas encore été développé. (NES Sénégal)

- **Décentralisation du SEN.** Lorsqu'il existe un processus au niveau local entre les différents acteurs - y compris les autorités gouvernementales locales, il devient possible d'intégrer ses succès au niveau national. Des groupes de travail peuvent être activement impliqués dans la préparation d'un bon environnement de travail pour que ces acteurs se réunissent et débattent, parviennent à un consensus, puis portent les problèmes identifiés au niveau national. (SEN Tanzanie ; Groupe de travail sur l'investissement foncier et Groupe de travail sur les parcours)

Les chefs traditionnels ont été félicités pour leur présence dans la circonscription de l'ILC. Lorsque des mouvements locaux de base sont créés et soutenus, ils ont le pouvoir d'élaborer de nouvelles normes et de changer les pratiques. Très souvent, le chef de la communauté est le point de contact permettant d'entrer en contact avec les membres de la communauté.

Nouveaux outils du modèle opérationnel de l'ILC et développement de stratégies de transformation

Mot de Michael Taylor, directeur de l'ILC. Le directeur de l'ILC était présent à l'Assemblée régionale africaine et a partagé les mises à jour avec les membres de l'ILC et les autres délégués. Voici ce qui ressort de ses discussions :

2019 est la première année du second semestre de la nouvelle stratégie de l'ILC ; 2019-2021 est un cycle stratégique pour la Coalition. L'ILC, en tant que réseau, aide, espérons-le, ses membres à être plus influents et à créer un véritable changement dans ses efforts pour se connecter, se mobiliser et influencer. L'objectif de l'ILC est de faire progresser la gouvernance foncière centrée sur les populations, une gouvernance qui répond aux besoins des populations.

À la fin de la première période triennale, le Conseil a demandé un examen à mi-parcours pour évaluer la mise en œuvre de la stratégie et les modifications à y apporter. La stratégie a été évaluée comme étant bonne et répondant à un souhait de la population. L'objectif est également bon et très ambitieux, le succès se mesure à la manière dont le gouvernement et les entreprises agissent ; l'ILC influence des millions de personnes. Il a été recommandé de conserver la stratégie, tout en s'appuyant sur une nouvelle réalité, à savoir que l'ILC compte désormais 63 plates-formes chefs de file, avec au cœur l'idée de partenariats autour d'une stratégie particulière et vers une fin. C'est là toute l'importance de ce qu'est le réseau. Le nouveau modèle de fonctionnement résulte de l'examen à mi-parcours. La façon dont il apporte le changement passe par ces plateformes, et la meilleure façon est de donner à ces plateformes toutes les chances d'atteindre l'impact qu'elles visent.

L'ILC compte 260 membres - mais les plates-formes des membres qui se sont rassemblés sont en fait le pouvoir de l'ILC. 193 membres sont impliqués dans les plateformes dirigées par les membres, et plus de 800 organisations font partie des plateformes avec une diversité croissante de membres, y compris le secteur privé (2%).

Modification du modèle de fonctionnement. Avec ce nouveau modèle, il n'est plus logique de planifier des actions sur un an. Les membres de l'ILC sont impliqués dans des processus qui sont imprévisibles et

il est très difficile de voir le changement en un an, car cela prend du temps. Les budgets seront donc planifiés sur 3 ans.

Comment décider si une stratégie est bonne ou non ? Sur la base des trois (3) dernières années d'expérience, neuf (9) critères de transformation peuvent être mis en évidence : participatif & démocratique, promotion de l'équité, financièrement durable, pertinent, stratégique, réaliste, orienté vers les résultats, mesurable et compétent.

Chaque proposition doit répondre à ces critères. Il est déjà clair que de nombreuses propositions passeront au travers du processus, mais certaines SEN n'y parviendront pas ; certaines d'entre elles ont déjà rempli leur fonction et il n'y a aucune raison de continuer. L'Afrique représente la plus grande partie de l'ILC. Elle dispose de plus de plateformes que les autres régions et c'est elle qui a le plus progressé. Elle a atteint l'objectif de 50 % de transition de toutes les plateformes vers le nouveau modèle opérationnel et a été la seule région à y parvenir.

Enfin, au fur et à mesure que l'ILC passe à ce nouveau modèle, nous constatons qu'il y a moins de fonds disponibles pour le travail qui doit être fait. Alors que les lignes directrices africaines et les lignes directrices sur la tenure nous ont donné beaucoup de visibilité pour le travail que nous faisons sur la gouvernance foncière et les droits fonciers, le monde se penche maintenant sur différentes questions comme le climat et la migration. L'ILC doit réfléchir à la manière dont son travail est présenté afin de relever ces nouveaux défis. Si cela ne peut être expliqué au monde extérieur, le travail de l'ILC ne sera pas apprécié et il n'y aura pas de financement. Il devient plus difficile que jamais de réunir le budget nécessaire. À mesure que de nouvelles activités se développeront, nous ne serons peut-être pas en mesure de les financer immédiatement - nous travaillons maintenant dans un monde très imprévisible. L'Afrique est la région qui a le plus intérêt à lever des fonds. Il est important de rester réaliste, mais pas pessimiste. Si le travail est fait efficacement, des choses étonnantes peuvent être réalisées. Sinon, l'ILC sera mise sur la touche et sera oubliée.

Le processus a été difficile, mais bon. Le Conseil de l'ILC souhaite accroître le rôle des organisations communautaires et des organisations de femmes. La seule façon d'atteindre ces deux objectifs est d'investir dans les capacités des organisations de base.

Un exemple du nouveau modèle opérationnel, au niveau régional, est le CBI 5 : des droits territoriaux sûrs pour les peuples autochtones. Le nouveau modèle a permis d'intégrer davantage de populations autochtones. Les amis et partenaires apportent un soutien important pour améliorer et sécuriser les droits fonciers. Le CBI 5 vise maintenant les voix qui seront consolidées : les organisations de propriété intellectuelle à la base, les institutions clés, les institutions des droits de l'homme sur les terres et la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples.

Stratégie de l'ILC au-delà de 2021

Le Conseil se réunira en janvier 2020 pour définir la stratégie de 2021 et au-delà. La prochaine assemblée générale se tiendra en Jordanie en octobre 2021 et cette assemblée adoptera une nouvelle stratégie pour 2022 ; il sera proposé qu'elle aille jusqu'en 2030, en l'alignant sur les ODD. Pour se préparer, il faut se poser la question : *Quelles sont les questions les plus importantes que nous devons prendre en compte ?* La question est la suivante : *quels sont les grands enjeux de notre travail en Afrique et à l'aube de la nouvelle décennie ?* Alors que nous redéfinissons qui est l'ILC et ce qui doit être pris en compte pour préparer l'avenir.

Principales idées mentionnées lors de la séance de réflexion :

- **Lien entre les terres et le changement climatique.** Quel impact cela aura-t-il sur la façon dont nous allons gérer les terres, qu'elles soient entre les mains des investisseurs ou entre celles des petits producteurs ? La terre est au cœur de toutes les activités humaines et ce sont ces activités qui sont à l'origine de cette crise climatique. Où en sommes-nous ?
- **Le peuple derrière la terre, c'est nous. Les positions vont se polariser de plus en plus.** Les tensions vont être beaucoup plus fortes. Comment pouvons-nous, en tant que plateforme africaine, garantir que les personnes engagées puissent toujours utiliser leurs terres ? Que peut faire l'ILC ?
- **L'attribution de titres fonciers coutumiers.** En tant qu'ILC, nous devons envisager d'intensifier le débat sur les risques liés à l'attribution de titres fonciers coutumiers et sur les garanties à mettre en place.
- **Intensification de la discussion sur la gouvernance foncière.** Nous devons créer des espaces de dialogue où le consensus est établi et où les gens vont de l'avant. Cet espace doit être mis à disposition.
- **Renforcement des capacités des communautés, en particulier des femmes et des jeunes.** Au niveau du terrain, accroître la sensibilisation et les connaissances de ce segment de la population afin qu'il puisse quitter sa position de victime. Comment les femmes et les jeunes filles bénéficient-elles des fruits de la terre ?
- **La jeunesse.** Les lois légifèrent pour mettre fin à l'existence des jeunes. Contribuons-nous également au fossé entre les générations ? 75% de la population a moins de 25 ans. Alors comment les aidons-nous à mettre fin aux opportunités ? Nous devons nous concentrer sur la défense des droits et sur la manière dont nous soutenons les actions sur le terrain, tout en nous engageant stratégiquement avec le secteur public.
- **Ressources minérales et naturelles.** Ce n'est pas clair, mais c'est comme si nous éludions la question des minéraux.
- **L'agroécologie.** Nous devons considérer l'agroécologie comme une solution durable à long terme. Une solution et une politique intelligentes en matière de climat.
- **Des politiques.** Comment mener des études périodiques et des études de référence ? Le suivi et l'évaluation sont très importants. Tout en évaluant la CIT, nous devrions examiner quels étaient nos objectifs et comment nous y répondre.
- **Investissements fonciers importants.** Si l'on regarde la tendance, l'Afrique est considérée par beaucoup comme la dernière frontière pour les grands investissements fonciers. De grands projets de développement sont en cours dans tous les pays. Beaucoup de pays

font toutes sortes de réformes : ils réforment les lois foncières et élaborent des législations progressistes.

- **Financement public.** Comment pouvons-nous accroître la capacité des membres afin que les gouvernements puissent également financer leur travail dans le cadre de la gouvernance foncière ?
- **Les conflits.** Nous travaillons déjà sur la sensibilité aux conflits, mais nous voulons voir un travail sur la programmation des conflits.
- **Rapports.** Pour beaucoup d'entre nous, la programmation et l'établissement de rapports sont difficiles ; cela affecte notre capacité à collecter des fonds.
- **Dettes.** Les dettes de la communauté africaine augmentent.
- **Les droits des communautés à dire non.** Nous parlons d'accaparement de terres, mais dans de nombreux pays, les communautés n'ont pas le droit de dire non.
- **L'ILC ne doit pas être considérée comme un donateur.** Nous devons considérer que nos stratégies et nos actions doivent être menées aux niveaux régional et international.
- **Décennie de l'agriculture familiale.** Comment pouvons-nous saisir cette opportunité dans les pays afin que notre voix soit plus forte ?
- **Question de l'environnement opérationnel.** Nous ne devons pas oublier de penser à l'espace de la société civile et des défenseurs des droits de l'homme. En juin 2019, le gouvernement tanzanien a tenté de restreindre les droits des organisations de la société civile en Tanzanie. Comment pouvons-nous soutenir au mieux les membres dans ces pays, afin que leur travail ne soit pas affecté par ce genre de nouvelles lois et réglementations ?
- **Plans de sensibilité aux conflits et plans de risques.** Des formations sur la sécurité et la planification des conflits devraient être organisées, en particulier pour les défenseurs des droits fonciers.
- **Suivi des gouvernements.** Comment les membres pourraient-ils être soutenus pour surveiller les programmes des gouvernements et essayer de découvrir leurs motivations et leurs intérêts ?

Présentation de la plate-forme féministe

Un accent particulier a été mis sur la justice des genres et les droits des femmes. Une nouvelle plateforme mondiale est née, la Plateforme féministe. Cette initiative est un mouvement mondial et est totalement indépendante. Suite à une première réunion à Rome en janvier 2019, les membres ont exprimé leur désir d'avoir une « organisation basée sur la circonscription », qui est un concept complètement différent d'une "organisation basée sur la communauté". La plate-forme féministe représente les femmes et a une approche féministe. Elle est mondiale et compte des membres de toutes les régions. La plate-forme se veut un espace ouvert de discussion. La raison d'être de la Plate-forme s'explique par le fait que la situation des femmes, où qu'elles soient, ne s'améliore pas.

Déclaration d'Abidjan

[La déclaration d'Abidjan](#) a été adoptée par les membres africains de l'ILC.

* * *